

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 619-1. Bijzondere toelichting, nr. 619-1 (Bijlage 1). – Verslag nr. 619-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 616-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 20 december 2023.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48395]

### 23 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises, l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 30 mai 2013 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

Vu le rapport du 4 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 7 avril 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné en séance le 1<sup>er</sup> juin 2023 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises, donné le 21 juin 2023 ;

Vu le protocole de négociation syndicale n°846 du Comité de secteur XVI, établi le 8 septembre 2023 ;

Vu l'avis 74.518/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'IFAPME et de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

#### TITRE 1<sup>er</sup> — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le code : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

2<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ;

3<sup>o</sup> l'IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, créé par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

4<sup>o</sup> le service alternance : le service organisé par l'IFAPME, qui informe, oriente, outille et accompagne les apprenants et les entreprises tout au long du parcours de formation, en ce compris en amont et en aval de celui-ci ;

5<sup>o</sup> le responsable de service alternance : le collaborateur A5/1, premier attaché, chargé des missions prévues à l'alinéa 2 ;

6<sup>o</sup> l'assistant de référent IFAPME : le collaborateur chargé des missions prévues à l'alinéa 3 ;

7<sup>o</sup> le référent IFAPME : le collaborateur chargé des missions prévues à l'alinéa 4 ;

8<sup>o</sup> le conseiller pédagogique : le collaborateur chargé des missions prévues à l'alinéa 5 ;

9<sup>o</sup> l'ancienneté de métier : les services effectifs que le membre du personnel contractuel a accomplis à titre statutaire ou contractuel et sans interruption volontaire dans le métier concerné ;

10<sup>o</sup> la mutation contractuelle interne IFAPME : le passage d'un membre du personnel contractuel d'un métier à un même métier dans une nouvelle affectation géographique au sein de l'IFAPME dans un même niveau.

Le responsable de service alternance est chargé de coordonner et de manager l'ensemble des collaborateurs du ou des services alternance qui relèvent de sa responsabilité et d'organiser et développer l'activité et les ressources de l'équipe concernée afin de garantir un service de qualité en matière d'alternance et l'atteinte des objectifs fixés par l'IFAPME. Il interagit avec les autres services et directions de l'IFAPME et des Centres de formation IFAPME et il veille à optimiser l'articulation entre les missions du service alternance et les missions du Centre de formation IFAPME dans le cadre de la gestion de l'alternance.

L'assistant de référent IFAPME est chargé d'appuyer le référent IFAPME dans ses missions en assurant l'accueil dans une dynamique réseau, en communiquant les informations de première ligne et en assurant les suivis adéquats tout en étant le garant de la qualité des informations et de leur traçabilité.

Le référent IFAPME est chargé d'accueillir, informer, accompagner et encadrer l'apprenant tout au long de son parcours de formation. Il est le garant de la qualité de la formation en alternance et assure l'articulation et l'intermédiation entre le centre de formation IFAPME, l'entreprise et l'apprenant. Le référent IFAPME contribue à ce que les apprenants atteignent le niveau de qualification professionnelle et la certification ciblés afin de favoriser leur insertion socioprofessionnelle ou la mise en œuvre de leur projet entrepreneurial. Il est également chargé d'informer, d'accompagner et de soutenir les entreprises partenaires de la formation et, en particulier, les tuteurs.

Le conseiller pédagogique est chargé d'établir et d'actualiser les référentiels de formation et d'évaluation qui répondent aux besoins de compétences des apprenants ainsi que des entreprises et organisations, de contribuer et de veiller à la qualité des formations qui concernent les secteurs professionnels dont il a la charge, en ce compris les compétences des formateurs et la qualité des équipements. Il assure une veille des évolutions techniques, technologiques, réglementaires et environnementales en vue de l'actualisation des référentiels de formation et d'évaluation. Il accompagne les acteurs de la formation pour favoriser la mise en œuvre de celle-ci et traiter les problématiques qui peuvent survenir. Il contribue aux actions de développement et promotion des secteurs concernés. Il veille à l'application des réglementations en vigueur, afférentes à l'IFAPME et aux missions de celui-ci.

**Art. 2.** Sous réserve de dérogations ou de modalités particulières prévues dans le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 est applicable aux membres du personnel contractuel de l'IFAPME.

**Art. 3.** Les dispositions par lesquelles le Gouvernement wallon modifie, complète ou remplace des dispositions de l'arrêté du 18 décembre 2003 sont applicables de plein droit aux membres du personnel contractuel de l'IFAPME, sauf si elles affectent des dispositions qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières dans le présent arrêté.

**Art. 4.** Sauf disposition contraire, il y a lieu de substituer aux mots qui figurent dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 et qui sont repris dans la colonne de gauche, les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite comme suit :

Région	IFAPME
Service public de Wallonie	IFAPME
Services du Gouvernement	IFAPME
Secrétaire général	Administrateur général
Gouvernement ou Ministre dans les dispositions ne leur conférant pas un pouvoir réglementaire et hormis les compétences dévolues au Gouvernement et au Ministre dans le cadre du Livre II du code relatif au régime de mandat pour les fonctionnaires généraux en ce qui concerne les mandats d'administrateur général	Comité de gestion

**Art. 5.** L'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 n'est pas applicable à l'IFAPME.

## TITRE 2 — Dispositions particulières

### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — Des conditions d'engagement de l'IFAPME

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Pour ce qui concerne l'application à l'IFAPME de l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, il y a lieu d'entendre par tâches auxiliaires :

- 1° les tâches de nettoyage, de maintenance ou d'entretien ;
- 2° les tâches de service dans les cafétérias ;
- 3° les tâches de téléphonie et d'accueil ;
- 4° les tâches exercées par les chauffeurs ou les magasiniers ;
- 5° les tâches de conciergerie ou de surveillance.

§ 2. Pour ce qui concerne l'application à l'IFAPME de l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, il y a lieu d'entendre par tâches spécifiques :

- 1° les tâches de conseiller en orientation, en formation ou en création d'entreprise, chargé de l'information sur les actions afférentes à ces thématiques ;
- 2° les tâches de conception, de mise au point et d'organisation de la stratégie de communication interne et externe de l'IFAPME ;
- 3° les tâches en liaison directe avec l'implantation et l'utilisation du numérique en lien avec les différents métiers de l'IFAPME ;
- 4° les tâches de réalisation d'études et de rapports statistiques ou juridiques en lien direct ou indirect avec les activités de formation ;
- 5° les tâches de gestion et de suivi de projets d'échanges et de coopération interrégionaux ou transnationaux dans le secteur de la formation professionnelle ;
- 6° les tâches de conception, d'organisation et de mise en œuvre de projets stratégiques de l'IFAPME.

§ 3. Les tâches définies à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, sont confiées pour l'IFAPME à des experts. Elles correspondent, s'agissant de tâches nécessitant des connaissances particulières, à des fonctions attribuées aux niveaux A ou B et, s'agissant des tâches nécessitant une expérience large de haut niveau, à des fonctions attribuées au niveau A.

L'expert visé à l'alinéa précédent est au moins titulaire d'un diplôme qui donne accès aux emplois de niveau A ou de niveau B et répond aux qualifications professionnelles particulières précisées dans une description de fonction.

CHAPITRE 2 — *Admissibilité, sélection et cessation de fonction à l'IFAPME*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Outre les conditions prévues par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 et par dérogation à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du même arrêté, pour le métier de référent IFAPME, les candidats sont porteurs :

1<sup>o</sup> soit, d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui donne accès au niveau B, conformément à l'annexe III du Code ;

2<sup>o</sup> soit, d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui donne accès au niveau C, conformément à l'annexe III du Code, assorti d'une ancienneté de métier d'assistant de référent IFAPME de six années.

Outre les conditions générales d'admissibilité visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 et les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour pouvoir être engagé au rang B2 dans le métier de Référent IFAPME, le candidat justifie d'une expérience professionnelle utile, l'expérience acquise dans les domaines de la formation, de l'enseignement, de l'insertion socio-professionnelle, de l'accompagnement de personnes en formation ou du conseil en matière d'orientation professionnelle, de quatre années lorsqu'il est détenteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui donne accès au niveau B, conformément à l'annexe III du code.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux candidats visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du présent article.

§ 2. Outre les conditions prévues par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, pour le métier de conseiller pédagogique, engagés au rang A5, à l'IFAPME, les candidats remplissent les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> justifier d'une expérience professionnelle de quatre ans dans le secteur ou les secteurs d'activités visés par l'emploi à conférer ;

2<sup>o</sup> être porteurs d'un des titres pédagogiques suivants ou équivalents :

a) diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou supérieur ;

b) diplôme d'instituteur primaire ;

c) certificat d'aptitude pédagogique ;

d) certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur ;

e) certificat pédagogique délivré ou reconnu par l'IFAPME ou FORMAFORM.

En ce qui concerne le paragraphe 2, 2<sup>o</sup>, e), l'on entend par FORMAFORM, le centre multi-partenarial de développement des compétences des professionnels de l'orientation, de la formation, de l'insertion socio-professionnelle et de la validation des compétences, créé par l'accord de coopération conclu le 10 mars 2022 entre la Commission communautaire française et la Région wallonne créant FORMAFORM, Centre multi-partenarial de développement des compétences des professionnels de l'orientation, de la formation, de l'insertion socioprofessionnelles et de la validation des compétences.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Par dérogation aux articles 5bis, § 1<sup>er</sup>, et 5ter, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, pour les métiers d'assistant de référent IFAPME, de référent IFAPME, de conseiller pédagogique et pour la fonction de responsable de service alternance, l'IFAPME organise une mutation contractuelle interne IFAPME.

La mutation contractuelle interne IFAPME a lieu à la demande du membre du personnel contractuel qui s'est porté candidat à un emploi. L'appel à candidatures à la mutation interne IFAPME est envoyé par courrier électronique, par la Direction des Ressources humaines de l'Institut. La procédure d'appel à candidatures ne peut être lancée entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août.

La candidature à tout emploi doit remplir les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> être déposée dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la date de la publication de l'appel à candidatures ;

2<sup>o</sup> si elle porte sur plusieurs emplois, mentionner l'ordre de préférence du membre du personnel contractuel candidat ;

3<sup>o</sup> être motivée.

§ 2. La mutation contractuelle interne IFAPME est décidée par l'administrateur général sur avis conforme motivé du comité de direction, établi sur la base de la motivation du candidat et de l'adéquation du profil à la fonction.

§ 3. Le membre du personnel contractuel ne peut pas introduire une demande de mutation contractuelle interne IFAPME avant un délai de deux ans à dater de l'attribution de chaque affectation géographique.

§ 4. Pour les métiers de référent IFAPME, d'assistant de référent IFAPME et de conseiller pédagogique, en l'absence de toute candidature à l'attribution de l'emploi selon le mode déterminé au paragraphe 1<sup>er</sup>, ou si l'autorité décide de ne pas attribuer l'emploi à l'un des candidats, l'appel à candidature est réalisé conformément à l'article 5bis, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003.

§ 5. Pour la fonction de responsable de service alternance, en l'absence de toute candidature à l'attribution de l'emploi selon le mode déterminé au paragraphe 1<sup>er</sup> ou si l'autorité décide de ne pas attribuer l'emploi à l'un des candidats, l'appel à candidature est réalisé conformément à l'article 5ter, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003.

**Art. 9.** Pour ce qui concerne l'application à l'IFAPME de l'article 5ter, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, le nombre d'années d'expérience professionnelle requis au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 ne peut pas être inférieur à cinq années.

CHAPITRE 3. — *De la formation des membres du personnel contractuel de l'IFAPME*

**Art. 10.** Pour ce qui concerne son application à l'IFAPME, l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et des petites et moyennes Entreprises peuvent bénéficier du processus de formation organisé par la Direction des ressources humaines de l'IFAPME. ».

CHAPITRE 4. — *De la situation pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'IFAPME*

**Art. 11.** Pour ce qui concerne l'application à l'IFAPME de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, les membres du personnel contractuel qui accomplissent un métier de référent IFAPME ou de conseiller pédagogique, de manière équivalente à celle d'un agent ayant la même fonction ou une fonction équivalente, bénéficient d'une échelle de traitement d'un grade de recrutement ou d'une échelle de traitement d'un grade de promotion ainsi que les augmentations intercalaires et sexennales qui y sont liées.

Pour ce qui concerne l'application à l'IFAPME de l'article 8, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2023, pour le niveau A, le Comité de gestion peut, s'agissant des engagements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, octroyer le bénéfice d'une rémunération liée aux échelles de premier attaché, de conseiller et, moyennant des circonstances particulières dûment motivées, de directeur et d'inspecteur général.

Pour ce qui concerne l'application à l'IFAPME de l'article 8, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2023, pour le niveau B, le Comité de gestion peut, s'agissant des engagements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et moyennant circonstances particulières dûment motivées, octroyer le bénéfice d'une rémunération liée à l'échelle de premier gradué et de gradué principal.

CHAPITRE 5. — *De la carrière à l'IFAPME*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du code et à l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, en ce qui concerne le métier de référent IFAPME, le membre du personnel contractuel est promu par avancement d'échelle de traitements à l'échelle B2/1 s'il satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de métier de quatre ans ;
- 2° justifier d'une évaluation favorable.

Par dérogation à l'article 56, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du code et à l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, le membre du personnel contractuel est promu par avancement d'échelle de traitements aux échelles B1/1bis s'il satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de métier de huit ans dans l'échelle de traitement B2/1 ;
- 2° justifier d'une évaluation favorable.

§ 2. Par dérogation à l'article 56, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du code et à l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, en ce qui concerne le métier de conseiller pédagogique à l'IFAPME, le membre du personnel contractuel est promu par avancement d'échelle de traitements à l'échelle A5/1bis s'il satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de métier de huit ans ;
- 2° justifier d'une évaluation favorable.

CHAPITRE 6. — *De l'évaluation à l'IFAPME*

**Art. 13.** Pour ce qui concerne son application à l'IFAPME, l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Tous les deux ans, les fonctionnaires généraux de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et des petites et moyennes Entreprises évaluent les agents et les membres du personnel contractuel de rang A4 qui relèvent de leur autorité respective, le supérieur hiérarchique de rang A5 au moins évalue les agents et les membres du personnel contractuel de rang A6 qui relèvent de son autorité et le supérieur hiérarchique de rang A5, A6 ou B1 au moins évalue les agents et les membres du personnel contractuel des niveaux B, C et D qui relèvent de son autorité.

Le fonctionnaire général ou le membre du personnel contractuel qui est amené à évaluer possède une évaluation favorable. ».

TITRE 3 — *Dispositions finales*

**Art. 14.** Le membre du personnel contractuel de l'IFAPME qui exerce le métier de conseiller pédagogique lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté peut bénéficier de la carrière prévue à l'article 12, § 2, s'il en remplit les conditions, le premier jour du mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Dans les quinze jours de l'entrée en vigueur de l'arrêté, il formule explicitement par courrier ou par courriel à la Direction des Ressources humaines son souhait de ne pas bénéficier de la carrière prévue à l'article 12, § 2. Dès lors, il continue de bénéficier de l'augmentation barémique de 5.141 euros prévue à l'article 8, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises lorsqu'il remplit les conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de métier de huit ans ;
- 2° justifier d'une évaluation favorable dont les modalités sont définies par le Comité de gestion.

Ce montant est rattaché à l'indice pivot 138,01 au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 4, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, les membres du personnel contractuel qui occupent la fonction de conseiller en alternance coordinateur de rang B1 au sein de l'IFAPME peuvent accéder à la fonction de responsable de service alternance, s'ils sont lauréats du processus interne de validation des compétences spécifique organisé à cette fin.

Pour pouvoir s'inscrire au processus de validation des compétences visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les membres du personnel contractuel possèdent une ancienneté de niveau de six ans au sein de l'IFAPME à la date de clôture des inscriptions au processus.

§ 2. Afin d'assurer la transition avec le nouveau cadre organique de l'IFAPME faisant évoluer la fonction de Conseiller en Alternance Coordinateur en Responsable de Service Alternance, l'IFAPME est habilitée à organiser un ou plusieurs processus de validation des compétences à la fonction de responsable de service alternance visé au paragraphe 1<sup>er</sup> pendant une période de cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Le processus de validation des compétences comporte des épreuves de niveau, équivalentes à celles prévues dans le cadre du processus de recrutement, validées par l'Administrateur général. Le bénéfice de la réussite de la validation des compétences est acquis définitivement. Les lauréats d'un processus de validation des compétences sont classés dans une réserve unique suivant les résultats obtenus. Toutefois, les lauréats d'un processus de validation des compétences dont le procès-verbal a été clos à une date antérieure sont prioritaires.

§ 4. Lors du pourvoi d'un poste de responsable de service alternance, ces réserves sont consultées de manière prioritaire avant toute application de l'article 8 du présent arrêté.

**Art. 16.** Les membres du personnel contractuel titulaires du métier référent IFAPME, engagés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient des promotions du rang B3/1 vers le rang B2/1 et du rang B2/1 vers le rang B1, aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de métier de quatre années pour la promotion du rang B3 vers le rang B2 et huit années d'ancienneté de métier au rang B2 pour la promotion du rang B2 vers le rang B1 ;

2° justifier d'une évaluation favorable.

**Art. 17.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises est abrogé.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2023.

**Art. 19.** Le Ministre qui a l'IFAPME dans ses attributions et le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 novembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48395]

**23 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Waalse regering betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van het "Institut wallon de formation en Alternance et des Indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), inzonderheid op artikel 17, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de werving van de contractuele personeelsleden van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) en hun administratieve en geldelijke toestand;

Gelet op het rapport van 4 april 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 april 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juni 2023;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gegeven op 21 mei 2023;

Gelet op protocol nr. 846 betreffende de vakbondsonderhandeling binnen Sectorcomité XVI, opgesteld op 8 september 2023;

Gelet op het advies 74.518/4 van de Raad van State, gegeven op 19 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van het "IFAPME" en van de Minister van Ambtenarenzaken ;

Na beraadslaging,

Besluit :

### TITEL 1 — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de code: het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

2° het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 : het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

3° het "IFAPME" : het "Institut wallon de formation en Alternance et des Indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waalss instituut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), opgericht bij het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises";

4° de dienst alternerende opleidingen: de dienst die door IFAPME wordt georganiseerd en die informatie, begeleiding, hulpmiddelen en ondersteuning biedt aan leerlingen en bedrijven tijdens de hele opleiding, ook voor en na de opleiding;

5° de verantwoordelijke van de dienst alternerende opleiding: de medewerker A5/1, eerste attaché, belast met de in lid 2 vermelde opdrachten;

6° de IFAPME-referent-assistent: de medewerker die verantwoordelijk is voor de opdrachten vermeld in lid 3;

7° de IFAPME referent: de medewerker die verantwoordelijk is voor de opdrachten vermeld in lid 4;

8° de pedagogisch adviseur: de medewerker die verantwoordelijk is voor de opdrachten vermeld in lid 5;

9° de anciënniteit in het beroep: de effectieve diensttijd die het personeelslid op statutaire of contractuele basis en zonder vrijwillige onderbreking in het betrokken beroep heeft volbracht;

10° de interne contractuele overplaatsing binnen "IFAPME": de overplaatsing van een contractueel personeelslid van een bepaald beroep naar éénzelfde beroep in een nieuwe geografische bestemming binnen het "IFAPME" op hetzelfde niveau.

De verantwoordelijke van de dienst alternerende opleidingen is verantwoordelijk voor de coördinatie en het beheer van alle personeelsleden van de dienst(en) alternerende opleidingen die onder zijn verantwoordelijkheid valt (vallen) en voor de organisatie en de ontwikkeling van de activiteit en de middelen van het betrokken team om een kwaliteitsvolle dienst alternerende opleidingen te garanderen en de doelstellingen van IFAPME te bereiken. Hij werkt samen met de andere diensten en directies van het "IFAPME" en de IFAPME-opleidingscentra en zorgt ervoor dat de opdrachten van de dienst alternerende opleidingen en de opdrachten van het IFAPME-opleidingscentrum op het gebied van het beheer van de alternerende opleidingen worden geoptimaliseerd.

De IFAPME referent-assistent is verantwoordelijk voor het ondersteunen van de IFAPME referent in zijn opdrachten door het bieden van een ontvangstdienst als onderdeel van een dynamisch netwerk, het communiceren van eerstelijns informatie en het zorgen voor een passende opvolging, waarbij de kwaliteit en traceerbaarheid van informatie wordt gegarandeerd.

De IFAPME referent is verantwoordelijk voor het verwelkomen, informeren, ondersteunen en begeleiden van de leerling tijdens zijn opleiding. Het garandeert de kwaliteit van de alternerende opleiding en fungeert als link en tussenpersoon tussen het IFAPME-opleidingscentrum, het bedrijf en de leerling. De IFAPME-referent helpt leerlingen om het niveau van beroepskwalificatie en certificering te bereiken dat ze nastreven, om hun sociale en professionele integratie of de implementatie van hun ondernemersproject te bevorderen. Hij is ook verantwoordelijk voor het informeren, begeleiden en ondersteunen van de partnerondernemingen van de opleiding en in het bijzonder van de begeleiders;

De pedagogisch adviseur is verantwoordelijk voor het opstellen en bijwerken van opleidings- en beoordelingsnormen die voldoen aan de vaardigheidsbehoeften van leerlingen, bedrijven en organisaties, en voor het bijdragen aan en bewaken van de kwaliteit van opleidingen in de beroepssectoren waarvoor hij verantwoordelijk is, met inbegrip van de vaardigheden van opleiders en de kwaliteit van apparatuur. Hij houdt technische, technologische, regelgevende en milieuontwikkelingen in de gaten met het oog op het bijwerken van opleidings- en beoordelingsnormen. Het biedt ondersteuning aan degenen die betrokken zijn bij opleidingen om hen te helpen het programma uit te voeren en eventuele problemen op te lossen. Hij draagt bij aan de ontwikkeling en promotie van de betrokken sectoren. Hij ziet erop toe dat de geldende regelgeving met betrekking tot het "IFAPME" en zijn opdrachten wordt toegepast.

**Art. 2.** Onder voorbehoud van de afwijkingen of bijzondere regelingen waarin dit besluit voorziet, is het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 van toepassing op de contractuele personeelsleden van het "IFAPME".

**Art. 3.** De bepalingen waarbij de Waalse Regering de bepalingen van het besluit van 18 december 2003 wijzigt, aanvult of vervangt, zijn automatisch van toepassing op de contractuele personeelsleden van het "IFAPME", tenzij ze afbreuk doen aan de bepalingen die voorzien in afwijkingen of specifieke procedures in dit besluit.

**Art. 4.** Tenzij anders bepaald, worden de woorden in de linkerkolom van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 vervangen door de woorden ertegenover in de rechterkolom, als volgt:

Gewest	"IFAPME"
Waalse Overheidsdienst	"IFAPME"
Diensten van de Regering	"IFAPME"
Secretaris-generaal	Administrateur generaal
Regering of Minister in de bepalingen die hun geen reglementaire bevoegdheid toewijzen en met uitzondering van de bevoegdheden die aan de Regering en de Minister zijn toegewezen krachtens boek II van de Code betreffende de mandaatregeling van de ambtenaren-generaal inzake de mandaten van administrateur-generaal	Beheerscomité

**Art. 5.** Artikel 13 van het besluit van de Waalse regering van 18 december 2003 is niet van toepassing op het "IFAPME".

## TITEL 2 — *Bijzondere bepalingen*

### HOOFDSTUK 1. — *Indienstnemingsvoorwaarden van het "IFAPME"*

**Art. 6.** § 1. Wat betreft de toepassing op het "IFAPME" van artikel 2, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, wordt onder bijkomende opdrachten verstaan :

- 1° ° schoonmaak-, onderhouds- of instandhoudingsopdrachten;
- 2° dienstverlenende opdrachten in cafetaria's ;
- 3° telefoon- en ontvangstopdrachten;
- 4° de opdrachten uitgevoerd door chauffeurs of magazijniers ;
- 5° huisbewaarder of toezichhoudende taken.

§ 2. Wat betreft de toepassing op het "IFAPME" van artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, wordt onder specifieke opdrachten verstaan :

- 1° de taken van een adviseur inzake beroepskeuze, opleiding of opstarten van een onderneming, belast met het verstrekken van informatie over acties rond deze thema's;
- 2° de taken inzake het ontwerpen, ontwikkelen en organiseren van de interne en externe communicatiestrategie van het "IFAPME" ;
- 3° de taken die rechtstreeks verband houden met de implementatie en het gebruik van digitale technologie in het kader van de verschillende beroepen van het "IFAPME";
- 4° de taken inzake het uitvoeren van statistische of juridische studies en rapporten die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met opleidingsactiviteiten;
- 5° de taken inzake het beheer en de opvolging van interregionale of transnationale uitwisselings- en samenwerkingsprojecten in de beroepsopleidingssector;
- 6° de taken in verband met het ontwerpen, organiseren en uitvoeren van de strategische projecten van het "IFAPME" .

§ 3 De opdrachten bepaald in artikel 2, § 1, 5° van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 worden toevertrouwd aan deskundigen voor rekening van IFAPME. Ze komen overeen, in het geval van opdrachten die specifieke kennis vereisen, met functies die zijn toegewezen aan niveau A of B en, in het geval van opdrachten die een brede hoogstaande expertise vereisen, met functies die zijn toegewezen aan niveau A.

De in de vorige lid bedoelde deskundige moet ten minste in het bezit zijn van een diploma dat toegang geeft tot functies op niveau A of B en voldoen aan de specifieke beroepskwalificaties die in een functieomschrijving worden genoemd.

### HOOFDSTUK 2. — *Toelaatbaarheid, selectie en beëindiging van een ambt bij het "IFAPME"*

**Art. 7.** § 1. Naast de voorwaarden bepaald in artikel 4, § 1, van het Besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 en in afwijking van artikel 4, § 1, 5°, van hetzelfde Besluit, moeten de kandidaten voor het beroep van IFAPME-referent houder zijn van:

- 1° hetzij, een diploma of studiegetuigschrift dat toegang geeft tot niveau B, overeenkomstig bijlage III bij de Code ;
- 2° hetzij, een diploma of studiegetuigschrift dat toegang geeft tot niveau C, in overeenstemming met bijlage III bij de Code, samen met zes jaar anciënniteit als IFAPME-referent-assistent.

Naast de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden vermeld in artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 en de voorwaarden vermeld in paragraaf 1, moet de kandidaat, om te worden aangenomen op niveau B2 in het beroep van IFAPME-referent, het bewijs leveren van relevante beroepservaring, ervaring verworven op het vlak van opleiding, onderwijs, socioprofessionele inschakeling, begeleiding van personen in opleiding of beroepskeuzevoorlichting, van vier jaar wanneer hij houder is van een diploma of studiegetuigschrift dat toegang geeft tot niveau B, overeenkomstig Bijlage III bij de Code.

Het vorige lid is niet van toepassing op de kandidaten bedoeld in paragraaf 1, 2° van dit artikel.

§ 2. Naast de voorwaarden bepaald in artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, moeten de kandidaten voor de functie van pedagogisch adviseur, aangeworven in rang A5, bij IFAPME voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° vier jaar beroepservaring hebben in de sector of sectoren waarin de vacature zich situeert;
- 2° houder zijn van één van de volgende of gelijkwaardige diploma's:
  - a) diploma van geaggregeerde voor het lager of hoger secundair onderwijs;
  - b) diploma leraar basisonderwijs ;
  - c) getuigschrift pedagogische bekwaamheid;
  - d) getuigschrift pedagogische bekwaamheid geschikt voor het hoger onderwijs;
  - e) pedagogisch getuigschrift afgegeven of erkend door IFAPME of FORMAFORM.

Met betrekking tot paragraaf 2, 2°, e), betekent FORMAFORM het multipartnercentrum voor de ontwikkeling van de vaardigheden van professionelen in de begeleiding, opleiding, socioprofessionele integratie en validatie van competenties, opgericht bij het samenwerkingsakkoord gesloten op 10 maart 2022 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van FORMAFOM, multipartnercentrum voor de ontwikkeling van de vaardigheden van professionelen in de begeleiding, opleiding, socio-professionele integratie en validatie van competenties;

**Art. 8.** § 1. In afwijking van artikels 5bis, § 1, en 5ter, § 1, van het Besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, organiseert IFAPME voor de functies van IFAPME-referent-assistent, IFAPME referent, pedagogisch adviseur en voor de functie van verantwoordelijke van de dienst alternerende opleiding, een interne contractuele overplaatsing binnen "IFAPME".

De interne contractuele overplaatsing binnen "IFAPME vindt plaats op verzoek van het contractueel personeelslid dat naar een functie heeft gesolliciteerd. De oproep tot de kandidaten voor interne overplaatsing "IFAPME" wordt per e-mail verstuurd door de personeelsdienst van de Directie Human Resources. De oproep tot de kandidaten kan niet worden gestart tussen 1 juli en 31 augustus.

De kandidaturen voor een functie moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° worden ingediend binnen tien dagen na de dag van bekendmaking van de oproep tot het indienen van kandidaturen;
- 2° als het om meer dan één functie gaat, de volgorde van voorkeur van het kandidaat- contractueel personeelslid vermelden;
- 3° zijn motivering geven.

§ 2. De interne contractuele overplaatsing binnen "IFAPME" wordt beslist door de directeur-generaal op eensluidend gemotiveerd advies van het directiecomité, dat zich baseert op de motivatie van de kandidaat en de geschiktheid van het profiel voor de functie.

§ 3. Het contractueel personeelslid kan geen interne IFAPME-overplaatsing aanvragen voordat twee jaar zijn verstreken sinds de toewijzing van elke geografische bestemming.

§ 4 Voor de beroepen IFAPME-referent, IFAPME-referent-assistent en pedagogisch consulent wordt, bij gebrek aan kandidaturen voor de toewijzing van de betrekking volgens de methode bepaald in paragraaf 1 of indien de overheid beslist de betrekking niet toe te kennen aan een van de kandidaten, de oproep tot kandidaturen gedaan overeenkomstig artikel 5bis, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003.

§ 5 Voor de functie verantwoordelijke van de dienst alternerende opleiding wordt, bij gebrek aan kandidaturen voor de toewijzing van de functie volgens de methode bepaald in paragraaf 1 of indien de overheid beslist de functie niet toe te wijzen aan een van de kandidaten, de oproep tot kandidaturen gedaan overeenkomstig artikel 5ter, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003.

**Art. 9.** Met betrekking tot de toepassing op "IFAPME" van artikel 5 ter, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, mag het aantal jaren beroepservaring vereist in § 1, 2°, b), van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 niet minder dan vijf jaar bedragen.

#### HOOFDSTUK 3. — *Vorming van de contractuele personeelsleden van "IFAPME"*

**Art. 10.** Wat de toepassing ervan op IFAPME betreft, wordt artikel 7 van het besluit van de Waalse regering van 18 december 2003 aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

"De contractuele personeelsleden van het "Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et des petites et moyennes Entreprises" (Waaals instituut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) kunnen genieten van het opleidingsproces dat wordt georganiseerd door de Directie Human Resources van "IFAPME".

#### HOOFDSTUK 4. — *Geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van "IFAPME"*

**Art. 11.** Wat betreft de toepassing op "IFAPME" van artikel 8, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, genieten de contractuele personeelsleden die de functie van IFAPME-referent of pedagogisch adviseur uitoefenen, op een wijze die gelijkwaardig is aan die van een personeelslid met dezelfde of een gelijkwaardige functie, van een barema van een aanwervingsgraad of van een barema van een bevorderingsgraad, evenals van de daaraan verbonden intercalaire en zesjaarlijkse verhogingen.

Wat betreft de toepassing op "IFAPME" van artikel 8, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2023, voor niveau A, kan het directiecomité, met betrekking tot de in lid 1 bedoelde indienstnemen, een bezoldiging toekennen die gekoppeld is aan de schalen van eerste attaché, adviseur en, onder voorbehoud van specifieke naar behoren gemotiveerde omstandigheden, directeur en inspecteur-generaal.

Wat betreft de toepassing op "IFAPME" van artikel 8, lid 4, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2023, voor niveau B, kan het directiecomité, met betrekking tot de in lid 1 bedoelde indienstnemen, en, onder voorbehoud van specifieke naar behoren gemotiveerde omstandigheden, een bezoldiging toekennen die gekoppeld is aan de schalen van eerste gradueerde en hoofdgradueerde



HOOFDSTUK 5. — *Loopbaan bij "IFAPME"*

**Art. 12.** § 1. In afwijking van artikel 49, § 1, eerste lid van de code en artikel 8, tweede lid van het Besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, met betrekking tot het beroep van IFAPME-referent, wordt het contractueel personeelslid bevorderd door verhoging in loonschaal tot de schaal B2/1 als hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° een beroepsanciënniteit hebben van minstens vier jaar;
- 2° het bewijs leveren van een positieve evaluatie.

In afwijking van artikel 56, § 2, eerste lid van de code en artikel 8, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, wordt het contractueel personeelslid bevorderd door verhoging in loonschaal tot de schalen B1/1bis als hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° een beroepsanciënniteit hebben van minstens acht jaar in de weddeschaal B2/1;
- 2° het bewijs leveren van een positieve evaluatie.

§ 2. In afwijking van artikel 56, § 1, tweede lid van de code en artikel 8, tweede lid van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, met betrekking tot het beroep van pedagogisch adviseur bij "IFAPME", wordt het contractueel personeelslid bevorderd door verhoging in loonschaal tot de schaal A5/1bis als hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° een beroepsanciënniteit hebben van minstens acht jaar;
- 2° het bewijs leveren van een positieve evaluatie.

HOOFDSTUK 6. — *Evaluatie bij "IFAPME"*

**Art. 13.** Wat de toepassing ervan op IFAPME betreft, wordt artikel 12 van het besluit van de Waalse regering van 18 december 2003 aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

"Om de twee jaar beoordelen de algemene functionarissen van het "Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et des petites et moyennes Entreprises" (Waal Instituut voor alternerende opleiding en voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) de personeelsleden en contractuele personeelsleden van rang A4 die onder hun respectieve gezag staan, de hiërarchische meerdere van ten minste rang A5 beoordeelt de personeelsleden en contractuele personeelsleden van rang A6 die onder zijn gezag staan en de hiërarchische meerdere van ten minste rang A5, A6 of B1 beoordeelt de personeelsleden en contractuele personeelsleden van de rangen B, C en D die onder zijn gezag staan.

De algemene ambtenaar of contractueel personeelslid die een evaluatie moet uitvoeren, heeft een gunstige evaluatie."

TITEL 3 — *Slotbepalingen*

**Art. 14.** Een contractueel personeelslid van "IFAPME" dat op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit werkt als pedagogisch adviseur, kan genieten van de loopbaan bedoeld in artikel 12, § 2, als hij voldoet aan de voorwaarden, op de eerste dag van de maand volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Binnen vijftien dagen na de inwerkingtreding van het besluit deelt hij uitdrukkelijk per brief of per e-mail aan de Directie Human Resources zijn wens mee om niet te genieten van het loopbaantraject voorzien in artikel 12, § 2. Hij blijft dus genieten van de schaalverhoging van 5. 141 voorzien in artikel 8, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de werving van de contractuele personeelsleden van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) en hun administratieve en geldelijke toestand, wanneer ze aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° een beroepsanciënniteit hebben van minstens acht jaar;
- 2° het bewijs leveren van een gunstige evaluatie, waarvan de details worden bepaald door het Directiecomité.

De bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

**Art. 15.** § 1. In afwijking van artikel 4, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, kunnen de contractuele personeelsleden die de functie van adviseur alternerende opleidingen coördinator van rang B1 binnen "IFAPME" bekleden, toegang krijgen tot de functie van de verantwoordelijke van de dienst alternerende opleidingen, indien ze slagen in het specifieke interne bekwaamheidsvalidatieproces dat hiervoor wordt georganiseerd.

Om voor het in lid 1 bedoelde proces voor de validering van de vaardigheden in aanmerking te komen, moeten de personeelsleden op de sluitingsdatum van de inschrijving voor het proces een niveau-anciënniteit van 6 jaar binnen het "IFAPME" hebben.

§ 2 Met het oog op de overgang naar de nieuwe organieke personeelsformatie van "IFAPME", waarbij de functie van adviseur alternerende opleidingen coördinator zal evolueren naar verantwoordelijke van de dienst alternerende opleidingen, is "IFAPME" gemachtigd om gedurende een periode van vijf jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit één of meer processen te organiseren voor de validering van de competenties voor de functie van verantwoordelijke van de dienst alternerende opleidingen bedoeld in de eerste paragraaf.

§ 3. Het proces voor de validering van de vaardigheden omvat tests van een soortgelijk niveau als die in het aanwervingsproces, gevalideerd door de Administrateur-generaal. Het voordeel van de succesvolle voltooiing van de validering van de vaardigheden wordt permanent verworven. Succesvolle kandidaten in een proces voor de validering van vaardigheden worden op basis van hun resultaten in één reserve gerangschikt. Geslaagde kandidaten van een proces voor de validering van de vaardigheden waarvan de notulen op een eerdere datum zijn afgesloten, krijgen echter voorrang.

§ 4. Bij het vervullen van een functie van verantwoordelijke van de dienst alternerende opleidingen worden deze reserves prioritair geraadpleegd vóór elke toepassing van artikel 8 van dit besluit.

**Art. 16.** De contractuele personeelsleden die het beroep referent-IFAPME uitoefenen en die zijn aangeworven vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, komen in aanmerking voor bevordering van rang B3/1 naar rang B2/1 en van rang B2/1 naar rang B1, onder de volgende voorwaarden:

- 1° vier jaar beroepsanciënniteit voor de bevordering van rang B3 naar rang B2 en acht jaar beroepsanciënniteit op rang B2 voor bevordering van rang B2 naar rang B1 ;
- 2° het bewijs leveren van een positieve evaluatie.

**Art. 17.** Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de werving van de contractuele personeelsleden van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) en hun administratieve en geldelijke toestand wordt opgeheven.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 december 2023.

**Art. 19.** De Minister bevoegd voor "IFAPME" en de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 november 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[2023/90312]

#### Indice des prix à la consommation du mois de décembre 2023

Le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie communique que l'indice des prix à la consommation s'établit à 129.45 points en décembre 2023, contre 128.89 points en novembre 2023, ce qui représente une hausse de 0.56 point ou 0.43 %.

L'indice santé, tel que prévu dans la loi du 23 avril 2015 (*Moniteur belge* du 27 avril 2015), s'élève pour le mois de décembre 2023 à 129.53 points.

L'indice santé lissé, tel que prévu dans la loi du 23 avril 2015 (*Moniteur belge* du 27 avril 2015) s'élève pour le mois de décembre 2023 à 125.91 points.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[2023/90312]

#### Indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december 2023

De Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie deelt mee dat het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de maand december 2023, 129.45 punten bedraagt, tegenover 128.89 punten in november 2023, hetgeen een stijging van 0.56 punt of 0.43 % betekent.

De gezondheidsindex, zoals bedoeld in de wet van 23 april 2015 (*Belgisch Staatsblad* van 27 april 2015), bedraagt 129.53 punten voor de maand december 2023.

De afgevlakte gezondheidsindex zoals bedoeld in de wet van 23 april 2015 (*Belgisch Staatsblad* van 27 april 2015), bedraagt 125.91 punten voor de maand december 2023.

Produit ou service	Novembre — November (2013 = 100)	Décembre — December (2013 = 100)	Product of dienst
01. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	136.79	136.17	01. Voeding en niet-alcoholische dranken
01.1. Produits alimentaires	137.06	136.29	01.1. Voeding
01.1.1. Pain et céréales	135.97	134.00	01.1.1. Brood en granen
01.1.2. Viandes	135.65	133.30	01.1.2. Vlees
01.1.3. Poissons et fruits de mer	152.38	156.41	01.1.3. Vis en zeevruchten
01.1.4. Lait, fromage et œufs	142.39	143.96	01.1.4. Melk, kaas en eieren
01.1.5. Huiles et graisses	173.67	181.68	01.1.5. Oliën en vetten
01.1.6. Fruits	122.83	113.59	01.1.6. Fruit
01.1.7. Légumes	134.95	136.12	01.1.7. Groenten
01.1.8. Sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie	133.03	133.03	01.1.8. Suiker, jam, honing, chocolade en snoepgoed
01.1.9. Produits alimentaires n.c.a.	128.64	132.62	01.1.9. Voeding n.e.g.
01.2. Boissons non alcoolisées	133.77	134.56	01.2. Alcoholvrije dranken
01.2.1. Café, thé et cacao	134.14	133.99	01.2.1. Koffie, thee en cacao
01.2.2. Eaux minérales, boissons rafraîchissantes et jus de fruits et de légumes	133.37	134.48	01.2.2. Mineraalwater, frisdranken, fruit- en groentesap
02. Boissons alcoolisées et tabac	159.52	152.98	02. Alcoholische dranken en tabak
02.1. Boissons alcoolisées	147.04	137.90	02.1. Alcoholische dranken
02.1.1. Spiritueux	145.65	136.80	02.1.1. Gedistilleerde dranken
02.1.2. Vin	149.99	133.07	02.1.2. Wijn
02.1.3. Bière	140.70	148.45	02.1.3. Bier